3. La demande de visite doit fournir l'information suivante:
- (a) Le nom du visiteur, la date et le lieu de sa naissance, sa nationalité et son numéro de passeport;
 - (b) Son titre officiel et le nom de l'entité qu'il ou elle représente;
 - (c) La certification du niveau d'habilitation que l'autorité de sécurité compétente de la partie visitante lui a attribué après l'avoir habilité;
 - (d) Le jour et l'heure prévus de la visite;
 - (e) Le nom des organismes militaires ou des installations de défense devant être visités;
 - (f) Le nom des personnes du pays d'accueil à rencontrer;
 - (g) L'objet de la visite.
4. Une partie peut demander l'approbation d'une visite, y compris l'approbation de visites périodiques d'un établissement de défense particulier, ou d'une installation particulière, pour une période maximale de douze (12) mois. Lorsqu'il est à prévoir qu'une visite particulière ne pourra être complétée dans le délai qui a été approuvé, ou qu'une prolongation de la période des visites périodiques est nécessaire, la partie visitante peut faire une nouvelle demande à cet effet au moins vingt (20) jours ouvrables avant l'expiration de l'approbation de la visite en vigueur.
5. Dans des cas spéciaux, une partie peut refuser d'autoriser une visite par le personnel de l'autre, ou elle peut autoriser la visite d'un organisme militaire ou d'installations de défense, mais refuser tout accès à des renseignements militaires classifiés.
6. Tous les visiteurs doivent se conformer à la réglementation de sécurité de la partie d'accueil et aux instructions applicables de l'établissement visité.

ARTICLE 12

Visites du personnel de sécurité

1. Chaque partie permet au personnel de sécurité autorisé de l'autre de visiter les établissements et les installations de défense et les zones interdites où des renseignements militaires classifiés sont conservés, à des moments leur convenant mutuellement et en conformité avec les formalités prévues à l'article 11, afin:
- (a) d'obtenir accès à des renseignements militaires classifiés; et
 - (b) de discuter avec l'Autorité de sécurité nationale de la partie cocontractante de ses formalités et pratiques de protection des renseignements militaires classifiés.
2. Chaque partie prête son concours au personnel de sécurité autorisé de l'autre, dans l'exercice de ses fonctions en vertu du paragraphe 1 de cet article.